

Tourner le dos à la résignation

Le 22 mai, des soignants du centre hospitalier du Rouvray (Rouen) entament une grève de la faim afin d'obtenir les moyens d'exercer leur métier dignement. Cet épisode médiatisé aura porté au-delà du local et sonné le glas d'un système psychiatrique en déroute, dans une société confrontée à sa propre déshumanisation.

Fethi Bretel

Médecin psychiatre, praticien hospitalier

■ De la grève de la faim au Rouvray à la convergence des luttes dans la psychiatrie publique, la France est sommée de se regarder en face.

Je connais le centre hospitalier du Rouvray pour y avoir exercé comme interne puis praticien. C'est de là que tout est parti au printemps dernier. Rien de moins qu'une grève de la faim de soignants, dix-huit jours durant ! J'avais quitté un hôpital malade d'un management féroce, qui met en concurrence les services de soins, désormais dilués dans des « pôles » d'activité (depuis la loi HPST de 2009), gérés comme des entreprises aux objectifs de réduction des coûts, totalement déconnectés des besoins réels. Comme dans la plupart des hôpitaux, la course aux moyens est devenue l'obsession des services, ainsi mis en tension constante, jusqu'à l'insoutenable. Les médecins quittent le navire, souvent contraints (comme ce fut mon cas) ou simplement lassés, toujours usés. Les plus jeunes d'entre nous répugnent désormais à s'y installer. D'autres, moins nombreux, profitent de la concurrence pour se placer en haut de la hiérarchie, en collaborant non sans zèle avec cette nouvelle gouvernance gestionnaire. Or, s'il est aisé pour un médecin de retrouver une activité hors hôpital, ce n'est pas le cas des soignants. Ceux-là n'ont guère d'autre choix que de rester et donc soit travailler dans la résignation, soit se révolter.

Des soignants du Rouvray, soutenus par leurs pairs, les premiers, las de deux mois de grève reconductible infructueuse, se lancèrent dans un rapport de force inédit avec

le pouvoir, en décidant de mettre leur santé en jeu. L'affaire s'est vite médiatisée et politisée. Je me suis rendu au piquet de grève au moment de la constitution du comité de soutien au sixième jour. J'ai suivi de près les grévistes et leur lutte et en ai reporté mes analyses sur un blog *Mediapart*, créé pour l'occasion (<https://blogs.mediapart.fr/brefthi/blog>). J'ai été impressionné par leur détermination à en découdre avec la politique mortifère menée dans leur hôpital en particulier, mais plus généralement à l'hôpital public, conférant ainsi d'emblée à leur action un caractère universel.

Celle-ci aura abouti à un fléchissement soudain de l'Agence régionale de santé (ARS) Normandie, qui n'affichait jusqu'alors que mépris en réponse à leurs revendications de moyens. Mais, semble-t-il sous la pression de la préfecture de Seine-Maritime, dans un contexte où se multipliaient les manifestations publiques de la lutte sociale (blocage de Rouen avec distribution de tracts, marche citoyenne ayant réuni environ deux mille personnes en ville avec prises de parole publiques, actions des « Blouses Noires »...), la directrice de l'ARS revint à la table des négociations, menées directement avec l'intersyndicale du CH du Rouvray. Le trophée obtenu de si dure lutte fut principalement un engagement écrit pour financer trente postes de soignants supplémentaires (sur les cinquante-deux réclamés) à répartir sur l'établissement. Mais, à l'heure où j'écris ces lignes, cela ne s'est pas traduit sur le terrain.

Si les soignants se sont lancés dans une révolte aussi éprouvante, ce n'est guère pour améliorer leurs conditions personnelles, mais seulement pour avoir les moyens d'accueillir et de soigner dignement. En d'autres termes, qu'on leur redonne les moyens d'exercer leur métier. « On bourre nos patients de médicaments, on sert le repas et basta » titrait un reportage de *Libération* sur le sujet le 7 juin, rapportant le propos d'un soignant qui résume en une seule phrase la perte de sens de son travail à l'hôpital. Pour rendre compte de leur vécu, il n'y a qu'à relever l'omniprésence des mots « honte » et « maltraitance » dans leurs paroles et sur leurs banderoles à travers les luttes successives.

...

Le trophée obtenu de si dure lutte fut principalement un engagement écrit pour financer trente postes de soignants supplémentaires (sur les cinquante-deux réclamés) à répartir sur l'établissement.

■ ■ ■

Parmi les premiers soutiens du mouvement, on a pu compter d'autres professions du service public, mais également des citoyens sensibilisés et, bien sûr, des soignants d'autres hôpitaux psychiatriques de la région. Notamment des collègues havrais, s'appêtant à prendre la relève au sein de leur hôpital. Ceci se produisit dans la foulée de la relative victoire au Rouvray. Des soignants de l'hôpital Pierre Janet au Havre y assiégèrent 24h/24 le toit des urgences situées à l'entrée pour se faire entendre, ce qui leur valut l'appellation « Les Perchés ». Ils en descendirent au bout de deux semaines contre signature d'un compromis avec leur direction, s'engageant à renforcer les moyens en personnel soignant. Mais cette fois-ci, sans aucun engagement de l'ARS (la même que pour le Rouvray).

« Les graines du CH du Rouvray fleurissent au CH Pinel en un champ d'espoir » pouvait-on lire quelques semaines plus tard, affiché sur un barnum du camp du collectif soignant « Pinel en lutte » près d'Amiens. Les soignants installèrent un campement 24h/24 à l'entrée de leur hôpital, suite à la lutte havraise au mois de juin, pour revendiquer à leur tour les moyens de soigner dignement, et se relayèrent pendant plus de trois mois pour le maintenir jusqu'à l'approche du froid, sans obtenir satisfaction à leurs demandes. Après les grévistes du Rouvray, les Perchés du Havre, ce fut au tour de Pinel en lutte de faire parler d'eux dans les médias. Ces collectifs se sont rapprochés dans la lutte et ont commencé à organiser la convergence appelée de leurs vœux unanimes. Ils se sont rencontrés sur les foyers successifs et se sont unis dans des manifestations publiques, à l'instar de celle du 6 septembre à Paris, à l'appel du collectif « la Psychiatrie Parisienne Unifiée » qui proteste contre un projet de fusion de trois établissements hospitaliers parisiens ou, plus récemment encore, celle du 3 novembre à Amiens pour « défendre les soins et l'humanité en psychiatrie ».

Car, en effet, ce que constatent tous ces soignants qui ont décidé de tourner le dos à la résignation et de se révolter contre les politiques du chiffre à l'hôpital, n'est rien moins que la destruction du soin lui-même et, par conséquent, des humains qui sont censés le réaliser, mais surtout de ceux qui en ont cruellement besoin (de l'ordre de deux millions de personnes en France). Le nombre de patients par soignant n'a cessé d'augmenter à l'hôpital, privant ainsi les soignants de leur principal outil de travail, à savoir le temps passé auprès d'eux. Les structures de soins extra-hospitalières (centres médico-psychologiques, centres d'accueil thérapeutique à temps partiel, hôpitaux de jour), pourtant essentielles à assurer le soin de proximité dans la durée et en prévention de l'hospitalisation, ont progressivement été fermées, et l'activité de consultation médicale, rapatriée au sein de l'hôpital, à rebours du mouvement progressiste qui avait fondé le secteur psychiatrique. La prise en charge

...

La prise en charge ambulatoire a été reléguée au secteur associatif, bien moins coûteux, et le rôle de l'hôpital, au seul traitement de la crise avec, comme principaux moyens, des mesures coercitives comme l'enfermement (...)

■ ■ ■

ambulatoire a été reléguée au secteur associatif, bien moins coûteux, et le rôle de l'hôpital au seul traitement de la crise avec, comme principaux moyens, des mesures coercitives comme l'enfermement, la contention physique, l'isolement, et l'usage intempestif de médicaments sédatifs, que les soignants regroupent sous le terme « maltraitance », cette maltraitance qu'ils rejettent désormais. Partout le même mot d'ordre : la lutte continuera tant que de véritables solutions à la hauteur des enjeux de santé publique ne seront pas apportées.

Or, si pour le moment, les efforts déployés n'ont guère récolté de moyens, il n'en demeure pas moins que la lutte a déjà remporté une victoire décisive : celle d'avoir réussi à faire sortir la réalité de la psychiatrie hors des murs de l'hôpital et ainsi remis le sujet de la folie au cœur de la société française, c'est-à-dire l'avoir repolitisé, là où les psychiatres l'avaient abandonné en collaborant avec le pouvoir responsable de cette déroute. Comment ont-ils réussi ce tour de force ? En observant les foyers de lutte à Rouen, Le Havre, Amiens (car d'autres sont actifs aux quatre coins de France), on remarque des stratégies similaires :

- La création d'un collectif de lutte avec une identité forte et originale, s'appuyant sur une intersyndicale soudée qui mobilise ses réseaux.
- L'installation d'un lieu de ralliement convivial et ouvert 24h/24 dans un endroit stratégique de l'hôpital, ayant permis de traiter la parole.
- Des actions visibles en ville avec une forte participation citoyenne destinées à sensibiliser la population et attirer les médias.
- Le ralliement du soutien médiatisé de personnalités politiques sur les lieux de lutte.

L'espoir renaît chez les soignants des cendres de leur résignation. Ce sont eux, désormais, qui somment la société française de se regarder en face. Car se détourner de l'accueil et du traitement de la folie, pour une société, revient ni plus ni moins à l'abandon de l'humain dans sa singularité et sa complexité, au profit de la tyrannie de la norme. ■